

**Faut-il annuler la dette des pays pauvres ?**  
**Cercle des économistes, Radio classique, vendredi 11 mars 2005**

*Jean Pisani-Ferry (BRUEGEL)*

**Faut-il annuler la dette des pays pauvres ?**

Cela fait plus de vingt ans que la communauté internationale traîne comme un boulet le problème de l'endettement des pays en développement. Tout a commencé en 1982, avec la crise des pays latino-américains : il a fallu sept ans pour admettre qu'une restructuration de la dette ne suffirait pas et qu'il fallait en oublier une partie ; il a fallu attendre 1996 pour qu'une initiative de réduction de dette soit prise à l'égard des pays les plus pauvres, et pour accepter que les institutions multilatérales – FMI et Banque mondiale – y participent aussi ; et neuf ans plus tard, si quinze pays pauvres ont bénéficié d'une réduction de dette définitive, vingt-trois sont encore en phase d'ajustement ou ne l'ont pas encore entamée.

D'où l'appel à aller plus vite et plus loin lancé par les ONG et repris à son compte par Gordon Brown, le chancelier de l'échiquier britannique, qui veut éliminer la dette des pays les plus pauvres et propose d'utiliser à cette fin le stock d'or du FMI.

**Faut-il vraiment le faire ?**

Politiquement, l'argument de ceux qui veulent annuler davantage de dette s'est trouvé considérablement renforcé par la suspension des paiements des pays victimes du Tsunami et l'annulation d'une partie de la dette irakienne. Pourquoi refuser à la Somalie ce qu'on a donné à l'Irak ?

Economiquement, il est démontré qu'au-delà même de ses effets sur la croissance, une dette excessive entretient la pauvreté ; de plus, des travaux récents de Carmen Reinhart et Kenneth Rogoff montrent que le seuil d'intolérance à la dette est dans beaucoup de pays inférieur à ce que l'on croyait. Enfin, la communauté internationale a adopté des objectifs de développement à l'horizon 2015. Cela invite à ne pas perdre de temps et à dégager sans attendre les ressources qui permettront de combattre la pauvreté ou d'investir dans l'éducation. Or une baisse de la charge de la dette permet de redéployer les dépenses vers ces besoins sociaux.

**Et après, faut-il arrêter de prêter ?**

C'est la difficulté. Certains proposent d'aller jusqu'au bout de la logique et de ne plus apporter d'aide que sous forme de dons. Or si les dons sont le bon instrument pour financer l'amélioration de la santé ou même l'éducation, dont le rendement économique ne s'observe qu'à long terme, pourquoi exclure les prêts

lorsqu'ils financent des infrastructures ou plus largement de la formation de capital ? Pourquoi priver un pays de la possibilité d'emprunter lorsqu'il subit une perte temporaire de revenu ? La finance internationale peut apporter beaucoup au développement, et on aurait tort de s'en priver pour la raison que beaucoup de pays ont fait mauvais usage.

En revanche, il importe de définir des règles communes qui empêchent la fuite en avant dans le surendettement tout en permettant de mobiliser les ressources de la finance au service du développement. Il faut, à l'avenir, éviter d'attendre que la crise soit là où que le développement soit étranglé pour mettre le holà aux appétits excessifs – aussi bien, d'ailleurs, en ce qui concerne les prêts publics que les prêts privés. Peu de progrès ont été faits dans cette direction, parce qu'elle implique de restreindre la souveraineté des emprunteurs. C'est pourtant une priorité.